

- **« Le travail sur les violences sexuelles est loin d'être terminé »**
Mgr Éric de Moulins-Beaufort.

Entretien

Lors de la prochaine Assemblée plénière des évêques de France, qui aura lieu du 31 mars au 4 avril, l'épiscopat élira un nouveau président qui succédera à Mgr Éric de Moulins-Beaufort. Après six ans de mandat, l'archevêque de Reims fait le bilan d'une présidence marquée de manière indélébile par la question des violences sexuelles dans l'Église.

Recueilli par Arnaud Bevilacqua et Gonzague de Pontac, à Reims, le 10/03/2025

La Croix : Vous achèverez votre second mandat de président de la Conférence des évêques de France (CEF), fin juin, quel sentiment domine ?

Mgr Éric de Moulins-Beaufort : Nous avons beaucoup travaillé sur des sujets très douloureux. Ces six années m'ont ouvert l'esprit et le cœur. Je ressens un certain soulagement de passer à une autre phase, de pouvoir davantage servir le diocèse de Reims. Toutefois, je n'envisage pas du tout d'être soulagé de la question des violences sexuelles, qui a marqué définitivement ma vie et mon ministère. C'est un mal qu'il faut continuer à affronter, dans l'Église, mais aussi dans la société tout entière. Le travail est loin d'être terminé.

La déflagration issue de la publication du rapport de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase) le 5 octobre 2021 a été le paroxysme de votre mandat, comment l'avez-vous vécu ?

Mgr É. de M.-B. : Quand j'ai été élu, la Ciase avait déjà commencé son travail et nous nous préparions à recevoir leur rapport. Mais il a été d'une tout autre nature que ce que nous envisagions quant aux chiffres, à la description des faits, mais aussi à la qualité et à la profondeur de l'analyse du phénomène.

J'en ai pris connaissance lors d'une visite ad limina à Rome, fin septembre 2021. J'ai ainsi pu laisser une note au pape. Ensuite, il a fallu vivre le 5 octobre... Ce qui m'a beaucoup aidé, c'est que tous les jours du mois qui a suivi, j'ai rencontré ce que je considère être des « anges ». Dans la rue, le métro, à la boulangerie, au téléphone, des personnes, souvent inconnues, m'ont encouragé. Je pourrais citer une trentaine d'histoires de ce type.

Devant le choc, avez-vous songé à démissionner ?

Mgr É. de M.-B. : Jamais, parce que c'est la tâche qui m'a été confiée. Les membres du Conseil permanent de la Conférence des évêques ont été très solides, nous étions bien accordés, ce qui a été une aide immense. Mesurer la prégnance des violences sexuelles dans l'Église, mais aussi dans l'humanité, a été un choc terrible. C'est la mission de notre génération de tout mettre en œuvre pour y faire face.

Vous avez rapidement utilisé le mot de « systémique » pour évoquer ces violences dans l'Église, ce point a-t-il rencontré des résistances ?

Mgr É. de M.-B. : Il a pu y en avoir. Mais, le moment plus important, en novembre 2021, a été celui de la reconnaissance de la responsabilité institutionnelle de l'Église. Je garderai toujours en moi un souvenir. Après que nous avons voté cette reconnaissance à Lourdes, une conférence de presse a été convoquée. Deux personnes victimes avaient pris place au fond de la salle. Quand j'ai prononcé ces mots « *responsabilité institutionnelle* », leur visage s'est tout à coup détendu. Cela reste pour moi un souvenir inoubliable. C'est exactement pour cela que nous agissons, pour le soulagement des personnes victimes.

Certains ont cru que systémique signifiait systématique. Ce n'est pas le cas. Systémique veut dire que la manière dont les faits se sont produits et ont été invisibilisés a formé un système, comme un cancer dans notre organisme.

Vous aviez déjà rencontré des personnes victimes avant d'être président de la CEF, qu'aviez-vous appris ?

Mgr É. de M.-B. : J'avais pris conscience que, même lorsque les diocèses avaient bien agi du point de vue judiciaire, ils avaient manqué dans l'attention aux personnes victimes. Nous faisons comme si les enfants allaient oublier, qu'il n'y aurait pas de conséquences pour eux. Or, l'intrusion d'un adulte dans la construction sexuelle d'un enfant se révèle complètement ravageuse.

Dans ces rencontres, j'ai découvert l'ampleur des dégâts causés, mais aussi la possibilité d'écouter ces personnes, d'accepter d'entendre leur colère, et de nouer une vraie relation. Mon désir était que tous les évêques fassent la même expérience. Cela s'est joué au début de l'Assemblée de novembre 2021, et nous tous, évêques, avons basculé.

Y a-t-il des choses que vous auriez voulu faire différemment ?

Mgr É. de M.-B. : Rétrospectivement, il aurait fallu réagir autrement dans le cas de Mgr Michel Santier, dès sa démission, dans un dialogue plus net, notamment avec le Saint-Siège. Cela nous aurait évité de blesser les personnes victimes et les fidèles, et de provoquer le recul de confiance que nous avons connu en novembre 2022.

Comment relisez-vous cette crise dans la foi, où est Dieu dans ce scandale ?

Mgr É. de M.-B. : Je suis convaincu que la miséricorde de Dieu consiste précisément à nous rendre capables de regarder le mal que nous commettons. Dans la Bible, c'est quand le peuple hébreu est au plus bas que Dieu le relève. Les prophètes dénoncent l'injustice sociale, mais aussi des violences sexuelles. Pour l'Église qui transportait ce mal, sans le savoir ou sans vouloir le savoir, c'est une libération et une condition pour en sortir et être à la hauteur de sa mission.

Les questions d'abus spirituel et d'emprise ont également émergé. Comment y répondre ?

Mgr É. de M.-B. : C'est un point très important. Je vis la foi chrétienne comme un engendrement à la liberté spirituelle. Mais quand je suis devenu curé de paroisse, j'ai découvert qu'un certain nombre de chrétiens, pas tous heureusement, se vivaient assez facilement en situation de dépendance. Pour moi, ça a été vraiment un avertissement. C'est ce que le pape François appelle le cléricalisme, qui est non seulement le fait des prêtres et des sachants, mais aussi de ceux qui aspirent à trouver un maître. Il nous faut sortir de ce genre de relations.

Comme chrétien et comme évêque, quelles sont les ressources spirituelles qui vous ont porté ?

Mgr É. de M.-B. : Il y a ce que j'ai reçu et reçois encore de ma famille, en termes d'affection, de présence... J'ai la chance d'avoir encore mes parents. Leur force m'a aidé dans les moments difficiles, même si j'ai eu parfois un peu honte qu'à travers moi, leur nom soit associé à telle ou telle affaire.

Sentir l'estime de mes neveux et nièces m'encourage aussi beaucoup, surtout lorsque est mise en cause la capacité des prêtres à être en relation avec des jeunes. Par ailleurs, j'essaie de lire de la théologie tous les matins. Cela me rafraîchit. Et puis, ce qui me fortifie le plus est d'entendre, le dimanche à la messe, l'assemblée répondre « Amen ! » à la fin de la prière eucharistique.

Le scandale des abus a atteint la crédibilité de l'Église. Est-elle encore audible dans la société ?

Mgr É. de M.-B. : Mon expérience personnelle, c'est qu'en France, curieusement, la parole de l'Église reste attendue sur beaucoup de sujets. Si on choisit bien le moment et la manière d'intervenir, notre parole est généralement reçue avec intérêt, voire avec reconnaissance. Mais cela ne veut pas dire qu'elle est forcément obéie – ce n'est pas l'Église qui fait la loi en France –, ni qu'elle est entendue par tout le monde.

L'humanité, en tout cas occidentale, fait de mauvais choix depuis longtemps et cela m'inquiète. Je n'ai aucun goût pour le pire, mais je ne crois pas que nous allions vers un monde plus juste, vrai, fraternel, et qui réjouisse le Créateur. Cela dit, l'Ancien Testament nous montre comment l'humanité ne cesse de résister à Dieu, et ça n'empêche pas Dieu d'essayer de la sauver.

Comment réagissez-vous face à la polarisation croissante de la société, dont les catholiques ne sont pas exempts ?

Mgr É. de M.-B. : « Ayez assez d'humilité pour estimer les autres supérieurs à vous-mêmes », dit saint Paul (Philippiens 2, 3). Cet appel m'impressionne beaucoup ; il me juge par certains côtés. Je crois vraiment que l'attitude de fond du chrétien doit être d'admirer le travail de la grâce chez les autres, qui suscite des expériences, des engagements, des manières de comprendre différentes. Je considère que c'est mon rôle d'évêque d'encourager cela.

Dans une France de plus en plus sécularisée, quelle est la mission de l'Église et des catholiques ?

Mgr É. de M.-B. : Le cardinal Lustiger l'avait magnifiquement expliqué ici à Reims, au moment de l'anniversaire du baptême de Clovis : la caractéristique de la France n'est pas qu'elle aurait été une société parfaitement catholique, c'est qu'elle a engendré des saints. Pour moi, c'est ça la mission de l'Église. On rencontre des gens qui vivent une très grande générosité et sont saints à bien des égards, souvent sans le savoir. C'est ce que le pape François appelle « *la classe moyenne de la sainteté* ». Si cela a un effet social, tant mieux, et tant mieux pour l'humanité.

Dans l'avenir, l'Église en France, très minoritaire, doit-elle se penser comme une contre-culture ou une ressource dans la société ?

Mgr É. de M.-B. : Je n'aime pas beaucoup l'idée d'une contre-culture. Nous, catholiques, sommes consubstantiels à l'histoire de France dans les périodes de grande ferveur et celles de refus de Dieu, c'est à la fois une croix et une ressource. Je porte assez fortement l'idée que l'âme française est catholique. Nous ne pouvons donc pas nous vivre comme une minorité comme les autres. Le catholicisme possède d'immenses ressources spirituelles pour vivre dans l'espérance les grands défis à venir, en particulier celui du changement climatique et les bouleversements qu'il peut entraîner.

À quoi va ressembler l'Église de demain en France, avec moins de prêtres ?

Mgr É. de M.-B. : Ce qui est certain, c'est qu'elle vivra toujours de la parole de Dieu, de l'Eucharistie et, j'espère, du sacrement du pardon. Avec moins de prêtres, ce qui ne veut pas forcément dire moins de ferveur ni d'engagement, bien au contraire. Je suis toujours impressionné par la capacité d'intériorité des jeunes catholiques français. J'espère en un catholicisme qui cultive cette intériorité, et qui soit vécu comme une singularité plutôt que comme un conformisme social.

Quelle forme institutionnelle cela prendra-t-il ? Je n'en sais rien. Dans le diocèse de Reims, j'ai essayé de mettre en place un dispositif pastoral correspondant à nos forces actuelles et prévisibles, qui puisse tenir pendant quinze ou vingt ans. La suite appartient à Dieu qui agit.

Voyez-vous des signes de renouveau du catholicisme français ?

Mgr É. de M.-B. : Les catéchumènes sont un signe certain d'espérance. Nous verrons comment ils transforment nos communautés. Leur nombre croissant ne se traduit pas encore par des engagements dans la vie religieuse ou dans le sacerdoce ministériel. Or, il n'y a jamais de christianisme sans des formes de radicalité, au sens d'un don total de soi. Qui seront les nouveaux saint François d'Assise, sainte Claire ou saint Benoît de demain ?

✓ **Où en est-on de la lutte contre les abus dans l'Église ?**

En ouverture de la prochaine Assemblée plénière à Lourdes, la CEF organise une session de deux jours (31 mars et 1er avril) pour faire un point d'étape sur la lutte contre les violences sexuelles dans l'Église.

Plus de 300 participants sont attendus, dont les évêques de France – accompagnés d'un représentant par diocèse –, des personnes victimes ainsi que de nombreux acteurs de la société civile.

Cette session vise à présenter et évaluer les mesures mises en œuvre depuis le rapport de la Ciase, ce qui reste à faire et les chantiers à ouvrir.